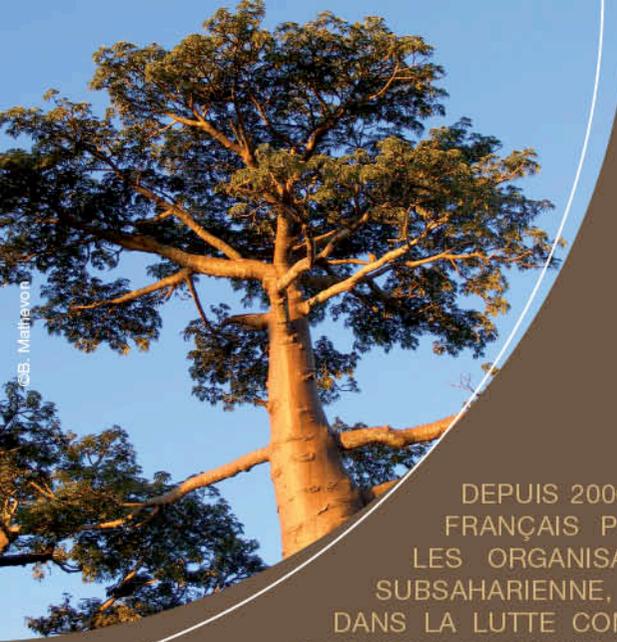




# PETITES INITIATIVES, TOUT UN PROGRAMME





# DE PETITS PROJETS POUR DE GRANDS ENJEUX : LE PROGRAMME DE PETITES INITIATIVES

DEPUIS 2006, LE PROGRAMME DE PETITES INITIATIVES (PPI) DU FONDS FRANÇAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FFEM) ACCOMPAGNE LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DES PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE, ACTIVES DANS LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET DANS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, EN FINANÇANT DES PROJETS DE PETITE TAILLE.

## POURQUOI

### EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?

Le PPI concentre son intervention sur l'Afrique subsaharienne et Madagascar en raison de la biodiversité exceptionnelle que ces régions abritent et des menaces qui pèsent sur elle, essentiellement liées à la pauvreté.

Les modes de vie des populations reposent en grande partie sur les services rendus par les écosystèmes, alors qu'aujourd'hui, 60% de ces services sont dégradés. Dans ces régions la biodiversité est donc souvent qualifiée d' « assurance-vie » pour ces communautés : le PPI soutient ainsi des initiatives conciliant développement et conservation pour construire de nouveaux modèles de développement durable.

### LA SOCIÉTÉ CIVILE ?

En Afrique subsaharienne, et en particulier dans les pays francophones, le tissu associatif est insuffisamment structuré et les moyens politiques et techniques dédiés à des enjeux de conservation majeurs sont trop faibles.

Ancrée dans les réalités socio-économiques et culturelles locales, la société civile promeut des approches participatives et réalise des actions concrètes sur le terrain. Elle est porteuse de solutions innovantes par les communautés mêmes.

### DES PETITS PROJETS ?

Les petites subventions représentent bien souvent des investissements plus efficaces en termes d'impacts sur la conservation et le développement local que certains projets de grande envergure, aussi parce que les fonds sont davantage distribués au niveau local. Pour les associations, le fait de bénéficier d'un PPI crédibilise les actions et a souvent un effet de levier vers des moyens plus importants.

## CHIFFRES CLÉS DU PPI

En 7 ans, le PPI a permis de mettre en œuvre **plus de 100 projets dans 25 pays** et 50 projets supplémentaires sont en cours d'instruction. Cela représente une enveloppe budgétaire mise à disposition de la société civile par le FFEM de **5,1 M €**, soit environ la moitié du montant total de l'ensemble de ces projets.





## LE COMITÉ FRANÇAIS DE L'UICN

Depuis 1992, le Comité français de l'UICN est le réseau des organismes et des experts de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature en France.

Il constitue une plateforme unique d'expertise, de dialogue et d'action pour répondre aux enjeux de la biodiversité en France et à l'international.

[www.uicn.fr](http://www.uicn.fr)

## LE FONDS FRANÇAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FFEM)

Le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) est un fonds public bilatéral créé à l'initiative du Gouvernement français en 1994. Il a pour mandat de cofinancer des projets à forte composante environnementale dans les pays en développement. Ce cofinancement, exclusivement sous forme de dons, est destiné à la mise en œuvre de projets pilotes qui concilient environnement et développement économique des pays bénéficiaires.

[www.ffem.fr](http://www.ffem.fr)



# CARTE DES PROJETS



## LES THEMATIQUES DU PPI

- Conservation des espèces menacées
- Conservation des écosystèmes et création d'Aires Protégées
- Valorisation durable des ressources naturelles et foresterie communautaire
- Conflits Homme-Animaux
- Ecotourisme
- Education environnementale
- Lutte contre le changement climatique

# UNE ALLIANCE FORTE PASSÉE ENTRE LE FFEM ET L'UICN AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AFRICAINE

POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE PETITES INITIATIVES, LE FONDS FRANÇAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL S'APPUIE SUR L'UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE, À TRAVERS SON COMITÉ FRANÇAIS ET SON PROGRAMME AFRIQUE CENTRALE ET OCCIDENTALE.

**LE COMITÉ FRANÇAIS DE L'UICN** est le coordinateur du PPI depuis 2007. Il est en charge de la **sélection, du suivi et de l'évaluation** des projets soutenus.

La sélection des projets se base sur la mobilisation active du réseau d'experts UICN, de professionnels du développement et de représentants à l'étranger de l'Agence française de Développement et du Ministère des Affaires Étrangères. La sélection fait aussi appel à des outils de planification stratégique de la conservation et d'évaluation de l'état de la biodiversité pour bien prioriser les enjeux des différents projets.

**LE PROGRAMME AFRIQUE CENTRALE ET OCCIDENTALE DE L'UICN (PACO)** : partenaire technique du PPI, l'UICN-PACO intervient sur le **renforcement des capacités** des organisations qui soumissionnent au PPI, en amont de l'octroi d'un financement (appui sur le montage des projets).

Afin de faire partager les expériences et renforcer les capacités d'influence des ONG sur les choix environnementaux de leurs pays, le PACO organise des forums régionaux et nationaux de rencontre et d'échanges entre les ONG et d'autres partenaires concernés par les questions de conservation.

## QUELQUES TÉMOIGNAGES DES BÉNÉFICIAIRES DE PPI

**GWLADIS MAGAYA, IBONGA :**

« Le projet nous a permis d'acquérir une expérience (...) en matière de développement d'outils d'Information, Éducation et Communication et d'être aujourd'hui une référence à l'échelle nationale en matière de travail avec les communautés rurales. A la suite du PPI, nous avons en effet été de plus en plus sollicités pour assistance technique en matière d'éducation environnementale et d'intégration des communautés dans les processus de conservation durable des ressources naturelles autour des parcs nationaux. »

**YVES-LANDRY MOUKETOU, MAISON DU TOURISME ET DE LA NATURE DU GABON :**

« Nos premiers financements ont pu être débloqués grâce à l'obtention du financement PPI. »

**PHILIPPE SOUNGUET, AVENTURES SANS FRONTIÈRES :**

« Grâce au PPI, nous avons pu renforcer les capacités de nos techniciens sur le terrain en termes de suivi et de règles d'observation des tortues marines, ainsi que nos capacités en matière de gestion du personnel et des finances. »

**CHARLIE GOUGH, BLUE VENTURES :**

« Le PPI nous a aidé à promouvoir nos actions plus largement grâce à la documentation qu'il a produite et aux partenaires associés comme " TV5 Monde production ". »



## LE BILAN DU PPI

Les évaluations externes ont montré que le programme était **une réussite et que 70% des projets ont présenté des résultats estimés bons à excellents**, avec des effets forts sur le terrain.

Sur 72 projets clôturés à ce jour, le Programme de Petites Initiatives a bénéficié en priorité aux écosystèmes des forêts denses du Bassin du Congo et de Madagascar, suivis des savanes et forêts d'Afrique de l'Ouest. Un nombre significatif de projets concernaient des zones humides d'importance internationale (sites RAMSAR).

Le PPI a permis de renforcer la gestion de 12 aires protégées (parcs nationaux, réserves naturelles...) sur 800 000 ha et d'en créer 12 nouvelles couvrant 160 000 ha. 5 autres sont en cours de création pour protéger 23.000 ha supplémentaires.

De nombreux projets ont permis d'améliorer la protection d'espèces menacées comme les gorilles des plaines et des montagnes, ainsi que les 5 espèces de tortues marines présentes en Afrique centrale.

Par ailleurs, le PPI a touché 40.000 bénéficiaires directs dont 3.500 personnes formées par les ONG pour renforcer leurs capacités professionnelles. 1.350 personnes ont trouvé - grâce aux projets - une source de revenus régulière au travers de 45 filières économiques, notamment dans le domaine de l'écotourisme et de la valorisation des produits de la forêt. En favorisant une gestion plus durable de leurs ressources naturelles, le PPI a contribué à améliorer les conditions de vie de près d'un million de personnes.

### COMITÉ FRANÇAIS DE L'UICN

26, rue Geoffroy Saint Hilaire  
75005 Paris

Tél. +33 (0) 1 47 07 78 58  
uicn@uicn.fr

[www.uicn.fr](http://www.uicn.fr)

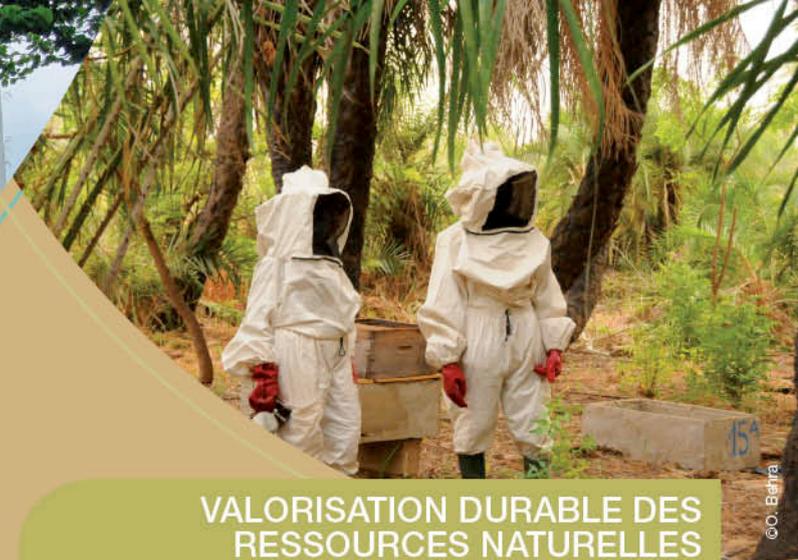
### FONDS FRANÇAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

Agence française de Développement  
5, rue Roland Barthes, 75598 Paris Cedex 12

Tél. +33 (0) 1 53 44 42 42  
Fax +33 (0) 1 53 44 32 48  
ffem@afd.fr

[www.ffem.fr](http://www.ffem.fr)





## CONSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES & CRÉATION D'AIRES PROTÉGÉES

## VALORISATION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES & FORESTIERIE COMMUNAUTAIRE

### GÉRER LE LITTORAL DU LAC TANGANYIKA AVEC LES PÊCHEURS BURUNDAIS

La Réserve Naturelle de la Rusizi (5000 ha), sur le lac Tanganyika, est une aire naturelle d'une valeur exceptionnelle avec 1 000 espèces végétales dont des faux palmiers endémiques (*Hyphaena benguelensis*), 18 espèces de grands mammifères et 130 espèces d'oiseaux, essentiellement migrateurs. Elle est toutefois fragile et menacée par la prolifération d'espèces invasives telles que la jacinthe d'eau et *Lantana camara*. Toutes les espèces de gros poissons ont été décimées. Dans cette zone, qui accueille de nombreux réfugiés déplacés par les conflits, la sécurité alimentaire devient donc une question critique.

L'Association Burundaise pour la Protection des Oiseaux (ABO) mobilise dans son projet 300 pêcheurs locaux pour développer une gestion durable des ressources halieutiques avec le gestionnaire de la Réserve, l'Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature. Un code de bonne conduite de la pêche doit être formalisé.

Des actions de restauration écologique sont entreprises avec la plantation de roseaux aquatiques sur 1 km d'estuaire de la rivière Rusizi et 4 km de littoral du lac. Sur la partie terrestre du delta de la Réserve, 100.000 plants d'acacia sont plantés pour restaurer le couvert forestier et des essais pilotes de lutte contre *Lantana camara* sont mis en place.

Parallèlement, ABO développe des activités génératrices de revenus alternatifs (étangs piscicoles, petit élevage) pour diminuer les pressions sur les ressources halieutiques.

➔ ABO est le représentant de BirdLife International au Burundi.

### REVERDIR LA SAVANE POUR LA NATURE ET LES HOMMES

Au Burkina Faso, le taux de déforestation dû à l'agriculture et aux prélèvements de bois est très élevé, ce qui entraîne une forte dégradation des sols ; par ailleurs, dans les espaces encore boisés, les espèces utiles, comestibles et médicinales se font rares : ces facteurs mettent gravement en danger la sécurité alimentaire à venir des burkinabés.

New Tree propose de tester une solution simple d'accompagnement des paysans pour reboiser les espaces agricoles dégradés : il s'agit de protéger ces espaces par des clôtures pour arrêter la divagation des animaux et d'aménager des ceintures pare-feu pour empêcher les feux de brousse. Les limites des parcelles sont formalisées dans des procès-verbaux établis selon le droit coutumier et le droit administratif ; à l'intérieur de chaque parcelle, la végétation se régénère naturellement, sauf dans une portion réservée à des activités économiques (apiculture, production de fourrage).

Ce projet porte sur 30 ha de terres avec 10 paysans pilotes. Le succès du dispositif de régénération naturelle a permis une reprise de la biodiversité remarquable dans les parcelles test, avec plus de 45 nouvelles espèces végétales qui s'approprient ces nouveaux espaces.

Pour pérenniser les activités, NEW TREE cherche à valoriser économiquement le carbone séquestré par les arbres en régénération (REDD+) via le marché des crédits carbone.

➔ Grâce à ce projet, les femmes, qui n'ont traditionnellement pas accès au foncier, peuvent entreprendre des actions de mise en valeur agricole d'une terre à laquelle elles ne pouvaient accéder auparavant.



**BURUNDI**  
**ABO**  
**MONTANT DU PROJET :**  
 100 000 €  
 dont 50 000 € du FFEM  
**Dieudonné BIZIMANA**  
 aboburundi@yahoo.fr  
 abo-conservation-bi.org



**BURKINA FASO**  
**NEW TREE**  
**MONTANT DU PROJET :**  
 90 075 €  
 dont 43 100 € du FFEM  
**Franziska KAGUEMBEGA**  
 info@newtree.ch  
 newtree.org/f/



## VALORISATION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES & FORESTIERIE COMMUNAUTAIRE

### DÉCENTRALISER LA GESTION DES FORÊTS PUBLIQUES POUR MIEUX LES CONSERVER

La Région de Fatick au Sénégal est située dans le bassin arachidier à 150 km au Sud-Est de Dakar. Elle a subi depuis des décennies une déforestation intense liée aux besoins fonciers pour étendre les plantations d'arachide, puis pour faire face aux besoins alimentaires d'une population de plus en plus dense (90 hab/km<sup>2</sup>).

Le défrichement, combiné à d'autres facteurs (collecte intensive de bois, des fruits et des plantes médicinales) est l'un des facteurs explicatifs de la dégradation des savanes, des forêts-galeries et des mangroves, mais il subsiste néanmoins des espaces boisés relativement préservés.

Depuis 2010 la Région de Fatick et les Services de l'Etat se sont engagés dans une démarche ambitieuse de transfert de gestion aux communes rurales de 7500 ha de forêts/an. Le projet vise à appuyer ce programme régional à travers le renforcement des capacités des futurs gestionnaires.

15.000 ha de forêts sont transférés à 10 communes rurales avec la mobilisation d'un réseau de volontaires qui accompagnent techniquement le processus.

Le projet assure la formation des élus au travers des commissions « environnement » des communes et de la Région et la formation d'animateurs de gestion des forêts au sein des communes.

↘ *Un partenariat solide et de longue date réunit la Région de Fatick et la Région du Poitou-Charentes : au cœur de cette démarche de coopération décentralisée, la région française soutient notamment la valorisation des productions locales (maraîchage et élevage) et l'aménagement forestier, en cofinancement avec le PPI.*



SÉNÉGAL

REGION DE FATICK

MONTANT DU PROJET :

74 476 €

dont 24 000 € du FFEM

Mamadou Ndong TOURE

ndongtoure@gmail.com

regionfatick.org

## CONSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES & CRÉATION D'AIRES PROTÉGÉES

### UN SANCTUAIRE POUR PROTÉGER LES DERNIERS GORILLES DE CROSS RIVER

Avec seulement 300 individus présents sur la planète localisés à l'Ouest du Cameroun, le Gorille de Cross River est au bord de l'extinction. Ces primates sont menacés par le braconnage pour la viande, la conversion des terres et l'isolement génétique qui résulte de la fragmentation des forêts.

La forêt de Bechati-Lebiale, située dans les hauts-plateaux, abrite 35 Gorilles de Cross River sur 15.000 hectares : sécuriser les derniers habitats de ces populations devient donc un enjeu patrimonial de portée mondiale. Tout autour, les populations locales qui vivent en très grande majorité en-dessous du seuil de pauvreté se sont engagées à stopper le braconnage à condition d'accéder à des revenus alternatifs.

L'ONG ERuDeF (Environment and RUrAl DEvelopment Foundation) conduit les démarches de classification de la forêt en Sanctuaire et assure un suivi des populations de primates en ayant reconverti les anciens braconniers en écogardes. Le développement économique et social de la population est soutenu par la création d'une caisse villageoise destinée au petit élevage, à l'apiculture et à l'exploitation durable de l'huile de palme issue de palmiers sauvages. Les écoles de la zone bénéficient de sessions d'éducation à l'environnement.

A long terme, le projet permettra de relier le Sanctuaire au Parc National de Takamanda et à la Réserve forestière de Mone, qui abritent les autres populations de Cross River, pour favoriser ainsi le brassage génétique des populations.

↘ *Le futur Sanctuaire est également l'habitat d'environ 150 chimpanzés du Nigéria (Pan troglodytes vellerosus), espèce menacée d'extinction dont la population mondiale est inférieure à 5000 individus.*



CAMEROUN

ERUDEF

MONTANT DU PROJET :

103 983 €

dont 40 000 € du FFEM

Louis NKEMBI

lnkemb@yahoo.com

erudefconservation.org



## ÉCOTOURISME

### DONNER AU WHALE-WATCHING DURABLE UNE ENVERGURE NATIONALE

Ce projet fait suite à un premier PPI accordé en 2006 à l'association française MEGAPTERA, qui avait amené à la création d'une association de droit malgache : CETAMADA, chargée de structurer le whale watching sur l'île de Sainte Marie, à Madagascar.

Dans cette continuité, CETAMADA étend ces activités au niveau national, en soutenant le développement et la promotion d'un écotourisme baleinier durable malgache qui puisse bénéficier à un maximum de structures et de communautés locales (en commençant par les villes de Tuléar et Nosy be).

De nouveaux opérateurs locaux sont formés à l'observation des baleines selon un code de bonne conduite et de sécurité en mer qui ne perturbe pas les mammifères marins.

Par ailleurs, des étudiants malgaches assistés par des écovolontaires sont formés en monitoring de cétacés afin de développer ces compétences à échelle nationale. Deux campagnes de collecte des données sont menées par l'équipe de scientifiques de CETAMADA : ce volet consiste principalement à identifier les individus par leurs nageoires caudales et à mettre en ligne une base de données publique à usage régional (Afrique du Sud, Réunion, Mayotte, etc.). Des prélèvements de squames permettent d'étudier également la génétique des populations.

Une collaboration a été initiée avec l'Institut Pasteur de Madagascar visant à collecter des données sur la bactériologie des cétacés. Se joignant aux sorties d'observation de l'équipe de CETAMADA, les chercheurs « capturent » les souffles à l'aide de perches équipées de boîtes de Pétri pour recueillir des bactéries et virus des voies respiratoires des baleines.



MADAGASCAR

**CETAMADA**

**MONTANT DU PROJET :**

80 800 €  
dont 45 000 € du FFEM

Henry BELLON  
president@cetamada.org  
cetamada.com

## CONSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES & CRÉATION D'AIRES PROTÉGÉES

### COHABITER AVEC LES HIPPOPOTAMES

Le projet s'inscrit dans le cadre du programme « Paysage Protégé du Nord-Est du Lac Tanganyika » (PPNELT), un programme stratégique de conservation de l'environnement dans le paysage urbain et rural de l'agglomération de Bujumbura. Ce site RAMSAR abrite une population d'hippopotames qui joue un rôle clé dans le maintien des éléments de structure et de fonction de l'écosystème lacustre, de la ripisylve, des savanes et prairies avoisinantes.

Action Ceinture Verte pour l'Environnement (ACVE) est très active au Burundi dans le plaidoyer environnemental, la gestion des bassins versants, l'aménagement d'espaces verts, l'agroforesterie écologique et la gestion des zones humides.

Ce projet de conservation a pour objectif la réalisation d'un état des lieux global des effectifs d'hippopotames et la mise en place d'un programme de suivi écologique sur la zone d'action. Au moins 3 «zones de dispersion sensibles» le long du littoral du lac sont protégées et réhabilitées en vue d'augmenter et de sécuriser la surface de l'habitat de ces animaux. Pour atténuer les conflits homme-animal à l'intérieur de ces zones, des périmètres de protection sont fixés et des activités économiques alternatives pour les populations riveraines sont développées. En parallèle, des actions de sensibilisation à la valeur écologique de l'hippopotame sont menées tout au long du projet.

Le programme « Paysage Protégé du Nord-Est du Lac Tanganyika » est un partenariat technique entre ACVE, l'Association Burundaise de protection des Oiseaux (ABO) également bénéficiaire d'un PPI, l'Institut National de l'Environnement et de Conservation de la Nature (INECN), et l'Autorité du Lac Tanganyika (mise en place par le Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD).



BURUNDI

**ACVE**

**MONTANT DU PROJET :**

125 806 €  
dont 49 000 € du FFEM

Albert MBONERANE  
duteribiti@yahoo.fr



© B. Mathevon

## LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

### VALORISER LES DÉCHETS URBAINS EN COMPOST ET RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

La ville de Beira au Mozambique compte 600.000 habitants qui produisent annuellement environ 300.000 tonnes de déchets ; les services techniques de la mairie en ramassent environ 65%, soit environ 195 000 tonnes.

Terra Nova, une SARL créée en 2009, s'est fixé pour objectif de traiter et composter une partie des déchets ramassés. Pour pérenniser ses activités, l'entreprise commercialise le compost produit et obtient des financements via les crédits carbone générés par l'évitement des émissions de gaz à effet de serre (méthane) associés à la fermentation anaérobie des déchets. Des emplois sont créés grâce au tri des déchets, avec une forte mobilisation des femmes.

A terme, Terra Nova devrait parvenir à recycler 1.000 m<sup>3</sup> de déchets humides par mois pour produire environ 200 tonnes de compost par mois. Un appui technique sur cette activité est fourni par l'association française Gevalor, bénéficiaire d'un précédent PPI.

Un Project Design Document (PDD) respectant les normes du Gold Standard est déposé pour l'obtention des crédits carbone. Au cours des 10 prochaines années, le projet devrait permettre d'éviter l'émission dans l'atmosphère d'environ 238 000 tonnes de CO<sub>2</sub>.

**Terra Nova devrait faire partie du programme AfriCompost (consortium GoodPlanet-Gevalor cofinancé par l'AFD et le FFEM) qui vise à développer à plus grande échelle une filière de compostage des déchets urbains à partir des expériences réussies des projets PPI.**



**TERRA NOVA**  
**MONTANT DU PROJET :**  
66 900 €  
dont 50 000 € du FFEM  
**Flore ROURA**  
terranoval.beira@gmail.com



**BLUE VENTURES**  
**MONTANT DU PROJET :**  
192 120 €  
dont 50 000 € du FFEM  
**Charlie GOUGH**  
charlie@blueventures.org  
blueventures.org

## CONSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES & CRÉATION D'AIRES PROTÉGÉES

### CONSTRUIRE UN RÉSEAU D'AIRES MARINES PROTÉGÉES AVEC LES PÊCHEURS VEZO

L'immensité du lagon du Sud-Ouest malgache, avec une barrière de corail située à plus de 40 km du littoral, assure l'approvisionnement en poissons de toute la région, en particulier des pêcheurs *Vezo*, et alimente la pêche industrielle à la crevette destinée à l'export.

Or, de nombreuses menaces pèsent sur les récifs coralliens, actuellement soumis à une dégradation sans précédent due en partie aux changements climatiques, de plus en plus marqués dans l'Océan Indien.

Depuis plusieurs années, l'association Blue Ventures travaille en partenariat avec les populations locales à la création d'Aires Marines Protégées (AMP). En raison de sa capacité à mobiliser les communautés de pêcheurs dans une gestion durable et efficace des stocks de ressources halieutiques, l'association a été récompensée en 2007 par le Prix Equator des Nations Unies.

L'objectif du projet - à l'image du précédent PPI mis en place à Velondriake, un village voisin - est de créer un centre de recherche régional permettant de connaître l'état actuel des ressources halieutiques et des écosystèmes (herbiers, mangroves, récifs) mais aussi de mieux caractériser et comprendre les relations socio-économiques entre les communautés et le milieu naturel. A terme, un plan d'aménagement de la future AMP précis, participatif et partagé, compatible avec l'environnement et la survie des communautés sera élaboré.

L'AMP ainsi créée sera une extension du Parc National de Kirindy-Mite que gère l'organisation Madagascar National Parks.

**Depuis 2005, Blue Ventures a vu son travail récompensé par plus de 17 prix de distinction en matière de leadership environnemental et d'écotourisme.**



## LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

### L'AGRO-ÉCOLOGIE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

ENDA est engagée dans des activités de promotion d'une agriculture saine et durable depuis des années. Face aux aléas climatiques, l'ONG promeut des techniques agro-écologiques alternatives basées sur l'utilisation rationnelle de l'eau, l'exploitation des énergies renouvelables et le respect des ressources naturelles dans des territoires appelés communément Niayes, qui constituent les principaux bassins maraîchers du Sénégal.

Avec l'accroissement de la sécheresse, ne maîtrisant pas suffisamment les coûts et les méthodes liés à l'arrosage, les populations se retrouvent confrontées d'une part à de graves problèmes de rentabilité des cultures et, d'autre part, à une érosion des sols due à des méthodes d'arrosage et des techniques culturales inappropriées.

Des « champs-écoles » pilotes sont mis en place comme lieux d'apprentissage entre paysans, scientifiques, élèves et enseignants. Un système d'exhaure par motopompes alimentées par l'énergie éolienne et/ou par un système hybride éolien/solaire dans chaque champ école est mis en place. Chaque champ bénéficie également d'un système d'arrosage par goutte à goutte. Enfin ENDA développe une filière de fabrication locale des éoliennes avec des techniciens locaux formés dans la zone du projet pour que le système puisse être pérennisé et rendu plus autonome.

➤ *Le modèle testé par ENDA porte ses fruits : il permet aux paysans de réduire leur consommation d'eau dans les champs de 50%, de supprimer leur dépendance aux énergies fossiles et d'augmenter de 20% le rendement de leurs cultures.*



SÉNÉGAL

**ENDA**

**MONTANT DU PROJET :**

71 500 €  
dont 35 000 € du FFEM

**Mariam SOW**  
pronat@endatiersmonde.org  
endapronat.org



## CONSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES & CRÉATION D'AIRES PROTÉGÉES

### LA GESTION COMMUNAUTAIRE, AVENIR DES AIRES PROTÉGÉES À MADAGASCAR

Le projet se déroule au cœur des forêts denses humides de l'Est de Madagascar, reconnues comme Patrimoine Mondial UNESCO. 6000 ha de ces forêts de moyenne altitude sont fragilisées par une déforestation galopante liée à la culture sur brûlis et la surexploitation du bois. Le projet vise à renforcer les capacités de huit COBA (organisation des COmmunautés de BAse) dans la gestion des ressources durables naturelles et à les accompagner dans la création de plusieurs Nouvelles Aires Protégées (NAP).

A l'aide d'inventaires floristiques et faunistiques, Voakajy peut qualifier la biodiversité forestière et définir une stratégie de conservation adéquate. Pour alimenter les besoins en bois des villageois l'association a mis en place des pépinières, puis planté 75 000 arbres à croissance rapide dans des Réserves Foncières pour le Reboisement en dehors des NAP.

A partir d'un zonage défini de façon participative et des résultats d'une étude socio-économique, des plans d'aménagement et cahiers des charges de gestion sont définis pour et avec chaque COBA. Des Dina (règles et sanctions fixées par la loi traditionnelle) sont élaborés et validés par le Tribunal de Grande Instance et l'ensemble des parties prenantes.

Le projet sert ainsi à responsabiliser les COBA dans la gestion de la biodiversité et à clarifier les affectations du territoire tout en assurant une protection renforcée aux zones les mieux conservées.

➤ *Lors des récents inventaires herpétologiques menés dans une des NAP, une nouvelle espèce de caméléon a été découverte : Caluma tarzan. Son nom fait davantage référence au village de Tarzan situé dans la zone qu'aux qualités acrobatiques ou lyriques du reptile !*



MADAGASCAR

**VOAKAJY**

**MONTANT DU PROJET :**

102 000 €  
dont 50 000 € du FFEM

**Daudet ANDRIAFIDISON**  
andriafidison@moov.mg  
madagasikara-voakajy.org



© O. Bétra

## CONFLITS HOMME-ANIMAUX

### DU SISAL POUR TISSER DES RELATIONS HOMME-ANIMAL PLUS SEREINES

Le projet de RECOR se déroule dans la savane à la périphérie du Parc National de l'Akagera (PNA), au Nord-Est du Rwanda. Le parc (108.500 ha) renferme une grande diversité végétale (environ 100 espèces) et animale (90 espèces de mammifères, 530 d'oiseaux, 23 de reptiles,...).

Depuis 1960, face à la pression agricole, le parc a perdu 55% de sa surface. Le manque de délimitation du parc contribue à aggraver cette situation : la faune sauvage, coincée à l'Est par une zone de marécages, envahit les limites Ouest du parc, en créant des conflits avec les agriculteurs et les éleveurs car elle détruit les plantations et attaque le cheptel ; de leur côté les populations peuvent rentrer dans le parc et braconner impunément.

Face à cette situation, le projet cherche à matérialiser 24 km des limites du PNA pour diminuer ces incursions : une haie très serrée de 200.000 plants de sisal (sur 10 ha) est aménagée par les 160 familles riveraines du parc. Le sisal offre en effet des opportunités économiques intéressantes grâce à sa transformation en objets d'artisanat ou domestiques (ficelle, paniers, nattes, sacs à main...), activité gérée par 3 coopératives de femmes. En parallèle, des activités d'éducation à l'environnement sont menées dans les établissements primaires et secondaires à proximité du Parc avec la création de 6 clubs environnementaux.

➤ *Après des années de braconnage, il ne reste aujourd'hui qu'un seul spécimen de rhinocéros noir dans le Parc National d'Akagera.*



**RWANDA**

**RECOR**  
**MONTANT DU PROJET :**  
 56 684 €  
 dont 40 000 € du FFEM  
**Jean-Christostome SEHENE**  
 jcsehene@rwandaenvironment.org  
 rwandaenvironment.org

## VALORISATION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES & FORESTERIE COMMUNAUTAIRE

### DES FILIÈRES DE PRODUITS NATURELS MADE IN BURKINA

Au Burkina Faso, des ZONES Villageoises d'Intérêt Cynégétique (ZOVIC) ont été mises en place au sein de terroirs villageois afin de préserver le milieu naturel, tout en valorisant la biodiversité animale et végétale.

L'ONG AFAUDEB intervient auprès de 15 villages (300 familles) situés en périphérie d'aires protégées dans les communes de Fada N'Gourma et Matiakoali où les défrichements, les feux de brousse incontrôlés et d'autres pratiques menacent aujourd'hui fortement l'écosystème local. L'ONG accompagne les ZOVIC de Boumoana et de Sadpenga dans leur processus de développement et appuie la création de deux nouvelles ZOVIC.

Dans toutes les ZOVIC sont développées des filières de produits naturels issus des ressources locales : miel, huile de balanites et de neem, beurre de karité, savons à base d'huiles, etc... qui mobilisent fortement les femmes. Les produits sont vendus dans 3 boutiques appartenant à l'association dans la ville de Fada et dans les supermarchés d'Ouagadougou.

En parallèle de la surveillance des infractions et des actions de restauration des écosystèmes, AFAUDEB réalise un suivi de la faune : à l'intérieur des ZOVIC la petite chasse est autorisée et pratiquée sous certaines conditions par des chasseurs, généralement étrangers, dont les redevances sont reversées aux ZOVIC. Une partie de la viande de faune abattue dans les concessions de chasse est renvoyée aux villages des alentours.

➤ *Devant le succès de ses initiatives, AFAUDEB a été choisie par l'UICN-Programme Afrique Centrale et de l'Ouest pour participer au programme « Territoires de Conservation », financé par le FFEM, visant à consolider, capitaliser et diffuser 7 expériences pertinentes de gestion d'espaces naturels remarquables.*



**BURKINA FASO**

**AFAUDEB**  
**MONTANT DU PROJET :**  
 65 500 €  
 dont 40 000 € du FFEM  
**Alexis KABORE**  
 alexis@adap.ch  
 afaudeb.org



## ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE

### LES JEUNES MALGACHES SE MOBILISENT POUR LE CORRIDOR FORESTIER DE RANOMAFANA

Dans le cadre de son programme d'éducation environnementale, WWF Madagascar a développé depuis 1992 un réseau de 650 clubs environnementaux établis au sein des établissements primaires et secondaires. Le projet se focalise sur 31 clubs Vintsy composés de 17.500 élèves des collèges, lycées et universités d'une partie du Corridor forestier de « Ranomafana – Ivohibe – Vondrozo – Midongy » où les forêts denses humides présentent un très bon état de conservation, en dépit des pressions du tavy (culture sur brûlis).

L'objectif général est la création juridique du Réseau des clubs Vintsy établis à l'intérieur et à proximité du Corridor, pour responsabiliser les jeunes et faire valoir leur place et leur rôle dans la société civile active en matière d'environnement. Ce réseau bénéficie d'un système de mise en partage des informations entre les membres. Le réseau est renforcé par la formation des encadreurs en techniques d'animation, de communication, de journalisme, avec la dotation d'équipement et de matériels associés (kits de jeunes reporters). Dans les établissements scolaires chaque club réalise un mini projet de conservation qui permet aux élèves de s'initier au montage et à la gestion de projets.

Deux événements à échelle régionale et nationale sont organisés par le Réseau pour se faire connaître et pour faire du plaidoyer en faveur de la préservation du corridor de Ranomafana.

Les clubs Vintsy ont à leur actif l'élaboration des manuels d'éducation environnementale du programme d'enseignement officiel de Madagascar et la publication du magazine environnemental n°1 du pays.



MADAGASCAR

CLUB VINTSY-WWF

MONTANT DU PROJET :

99 200 €  
dont 42 000 € du FFEM

Rachele SENN  
rsenn@wwf.mg  
wwf.mg

## CONSERVATION DES ESPÈCES MENACÉES

### SARAMBWE, LA PETITE FORÊT OUBLIÉE

La Réserve de Sarambwe, située en République Démocratique du Congo, jouxte en Ouganda le « Bwindi Impenetrable National Park », site du Patrimoine Mondial de l'UNESCO. Les forêts d'altitude de Sarambwe occupent une surface de 950 ha et présentent un état de conservation remarquable : elles sont peuplées de buffles, d'antilopes, d'hippopotames et d'éléphants et abritent l'une des dernières populations de gorilles de montagne. Elles souffrent toutefois d'incursions des braconniers, des bûcherons illégaux et d'irruptions de groupes de rebelles armés.

Malgré la reconnaissance d'un statut de « Réserve intégrale à statut autonome » obtenu en 2002, les limites de la réserve sont mal matérialisées. Le personnel de l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) affecté à la Réserve travaille dans des conditions d'insécurité particulièrement difficiles et ne bénéficie pas de moyens suffisants pour sécuriser la zone.

Pour mieux protéger les gorilles et la biodiversité animale, VONA cherche donc à renforcer les moyens des agents ICCN (notamment en équipements pour la surveillance et la circulation des patrouilles) et à renforcer leurs compétences en écotourisme et en monitoring de la biodiversité. Les limites de la réserve sont matérialisées aux abords des champs de culture pour une meilleure compréhension par les riverains des zones mises sous protection. 100 000 arbres d'essences locales sont plantés pour alimenter les besoins en bois des communautés.

La présence dans la région de la MONUSCO (Mission des Nations Unies pour la Stabilité du Congo) a eu un effet très bénéfique sur la réserve : la sécurité y a été améliorée et le passage de braconniers dissuadé.



CONGO, RDC

VONA

MONTANT DU PROJET :

83 635 €  
dont 20 000 € du FFEM

Claude SIKUBWABO  
vonaong@yahoo.fr



## VALORISATION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES & FORESTIERIE COMMUNAUTAIRE

### LÉGALISER L'EXPLOITATION DES PRODUITS FORESTIERS POUR MIEUX GÉRER LES RESSOURCES

Aujourd'hui exploités d'une façon traditionnelle et informelle, les produits forestiers non ligneux (PFNL (*djangsang*, mangue sauvage, jujube, poivre, graines et huile de *Moabi*)) du Cameroun ont du mal à être écoulés vers les marchés locaux ou d'exportation. Comme l'obtention d'un permis d'exploitation des PFNL reste contraignante administrativement, la tendance générale est de rester dans l'illégalité.

Le projet de l'Association des Communes Forestières du Cameroun (ACFCam) consiste à légaliser l'exploitation et améliorer la commercialisation des PFNL dans 9 bassins de production (en touchant directement environ 2000 personnes).

Dans la région Est, ACFCam va étendre et réorganiser le Système d'Information des Marchés (SIM) créé en 2009 qui sert à mettre en réseau les acteurs intervenant dans les filières de PFNL et à faciliter la commercialisation des produits en centralisant l'information sur la demande et l'offre (produits, quantité, prix, localisation).

Les filières des PFNL ainsi structurées permettent d'améliorer les méthodes de collecte et de conservation des fruits et des graines et d'abandonner des habitudes et techniques qui ne sont pas favorables au maintien de la biodiversité forestière. Les revenus issus de la commercialisation de ces produits bénéficient aux populations.

➤ Parmi les PFNL commercialisés par le projet, le *djangsang* est une plante aux mille vertus : très recherchée dans l'alimentation grâce à sa teneur en protéines, elle a des propriétés anti-oxydantes, anti-cholestérol, cosmétiques et fertilisantes.



#### CAMEROUN

#### ACF CAM

##### MONTANT DU PROJET :

64 862 €  
dont 32 300 € du FFEM

Baudelaire KEMAJOU  
ctfccameroun@yahoo.com

foretcommunale-cameroun.org



## CONSERVATION DES ESPÈCES MENACÉES

### RELEVER LE DÉFI DE LA PROTECTION DES TORTUES MARINES

Cinq des huit espèces de tortues marines dans le monde fréquentent le littoral congolais, notamment la Tortue luth (espèce menacée d'extinction) et la Tortue olivâtre. La chasse des femelles pendant la ponte et les prises dans les filets de pêche industrielle ou artisanale impactent terriblement leurs populations.

RENATURA est une ONG congolaise de conservation qui a su se faire accepter par les populations. Son programme consiste à sensibiliser les écoles et les communautés, dédommager les pêcheurs des dégâts occasionnés par les tortues sur leurs filets en échange de leur libération et développer des activités économiques avec les populations locales telles que l'écotourisme : le PPI soutient la mise en place d'un écolodge réservé aux touristes désireux d'observer les tortues avec l'ONG. L'accueil des visiteurs permet d'autonomiser les charges de dédommagement des pêcheurs.

Une partie des recettes alimente des caisses communautaires pour des projets d'intérêt collectif (médicaments, supports pédagogiques). Un suivi scientifique des pontes est assuré par des agents de patrouille formés au sein des communautés locales et piloté par des spécialistes mondiaux des tortues marines du réseau UICN.

La présence constante des patrouilles de RENATURA depuis 2000 au Congo a permis de réduire le braconnage des tortues de 90%.

➤ RENATURA pilote un réseau d'acteurs d'Afrique centrale de la conservation des tortues marines appelé RASTOMA. Le réseau met en commun des données collectées par l'ensemble des membres afin de modéliser une dynamique des populations de tortues à échelle régionale.



#### CONGO

#### RENATURA CONGO

##### MONTANT DU PROJET :

106 000 €  
dont 40 000 € du FFEM

Nathalie BRÉHERET  
natbreheret@yahoo.fr

renatura.org